

## La décroissance soutenable

**La contestation de la croissance économique est un fondement de l'écologie politique. Il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète finie. Trop dérangeante, car en rupture radicale avec notre développement actuel, cette critique fut vite abandonnée au profit de concepts plus souples, comme le "développement durable". Pourtant, rationnellement, il n'existe guère d'autres voies pour les pays riches (20 % de la population planétaire et 80 % de la consommation des ressources naturelles) que de réduire leur production et leur consommation afin de "décroître".**

Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital, et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements. Les économistes ultra-libéraux comme les néo-marxistes ont éliminé de leurs raisonnements le paramètre «nature», car trop contrariant. Privé de sa donnée fondamentale, notre modèle économique et social se trouve ainsi déconnecté de la réalité physique et fonctionne dans le virtuel. Les économistes vivent en fait dans le monde religieux du 19<sup>e</sup> siècle où la nature était considérée comme inépuisable. Nier la réalité au profit d'une construction intellectuelle est le propre d'une idéologie. Nous pouvons donc considérer que l'économie actuelle est avant tout de nature idéologique, fût-ce par défaut. La réalité est plus complexe, car le système économique est en fait largement livré à lui-même, sans contrôle politique.

## L'objectif d'une économie saine

Nous nommerons économie saine un modèle économique qui, au minimum, ne toucherait pas au capital naturel. L'idéal serait de reconstituer le capital naturel déjà détruit. Mais, le premier objectif d'une humanité vivant sur les revenus de la nature constitue déjà un défi extraordinaire. Nous pouvons même nous demander si cet objectif est encore réalisable et si le point de non-retour n'a pas déjà été franchi. De toute manière, cet objectif est le seul envisageable pour l'humanité, tant d'un point de vue moral que scientifique.

Moral, car il est du devoir, de la responsabilité de chaque individu et de l'humanité de préserver son environnement et de le restituer à ses descendants, au minimum, dans l'état où il lui a été confié.

Scientifique, car imaginer que l'humanité a les moyens de coloniser d'autres planètes relève du délire. Les distances dans l'espace sont hors de portée de nos technologies. Pour faire des sauts de puces dans l'espace, nous gaspillons inutilement des quantités gigantesques de ressources précieuses.

De plus, de manière purement théorique, si nous pouvions ramener sur notre planète et de façon rentable une ressource énergétique extra-terrestre, cela aurait pour conséquence une nouvelle dégradation écologique. En effet, des scientifiques estiment que le danger est plus dans le "trop" de ressources, que dans le risque de les voir s'épuiser. Le danger principal est l'incapacité de l'écosystème global à absorber tous les polluants que nous générons. L'arrivée d'une nouvelle ressource énergétique ne ferait ainsi qu'amplifier les changements climatiques.

Ne pas puiser du tout dans notre capital naturel semble difficile, ne serait-ce que pour produire des objets de première nécessité comme une casserole ou une aiguille. Mais, nous avons déjà prélevé et transformé une quantité de minerais considérable. La masse d'objets produits constitue déjà un formidable potentiel de matière à recycler.

L'objectif de l'économie saine peut nous sembler un horizon utopique. En fait, nous avons au maximum 50 ans pour y parvenir si nous voulons sauvegarder l'écosystème. La biosphère ne négocie pas de délais supplémentaires. Il reste, au rythme de consommation actuel, 41 années de réserves prouvées de pétrole (1), 70 années de gaz (2), 55 années d'uranium (3). Même si ces chiffres peuvent être contestés, nous nous dirigeons vers le terme de la plus grande partie des ressources planétaires à brèves échéances si nous ne changeons pas radicalement de cap. Contrairement au 20<sup>e</sup> siècle, nous consommons désormais plus de ces ressources que nous en découvrons de nouvelles. De plus, il est prévu, d'ici à 20 ans, un doublement du parc automobile mondial ainsi qu'un doublement de la consommation énergétique mondiale. Enfin, plus nous approchons du terme des ressources, plus celles-ci sont difficilement extractibles. Il reste que le plus grand danger semble aujourd'hui plus les dommages que nous faisons courir au climat que l'épuisement des ressources naturelles.

## Le théoricien de la décroissance

L'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen est le père de la décroissance (4). Nicholas Georgescu-Roegen distingue la «haute entropie», énergie non disponible pour l'humanité, de la «basse entropie» énergie disponible. Il démontre simplement que chaque fois que nous entamons notre capital naturel, comme les énergies de stock, nous hypothéquons les chances de survie de nos descendants. «Chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies à venir». Il met en évidence les impasses de la "croissance zéro" ou de "l'état stable" que prônent des écologistes. En effet, même si nous stabilisons notre économie, nous continuerons à puiser dans notre capital.

## La décroissance soutenable

Tout le problème consiste à passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation «sobre» dont le modèle économique a intégré la finitude de la planète. Pour passer de notre civilisation à l'économie saine, les pays riches devraient

s'engager dans une réduction drastique de leur production et de leur consommation. En termes économiques, cela signifie entrer dans la décroissance. Le problème est que nos civilisations modernes, pour ne pas générer de conflits sociaux, ont besoin de cette croissance perpétuelle. Le fondateur de la revue *The Ecologist*, l'écologiste millionnaire et conservateur Edwards Goldsmith avance qu'en réduisant de 4 % par an et pendant 30 ans la production et la consommation, nous aurions une chance d'échapper à la crise climatique. «avec un minimum de volonté politique» (5). Facile à dire sur le papier, fût-il recyclé ou simplement blanchi sans chlore ! La réalité sociologique est tout autre. Même les riches des pays riches aspirent à consommer toujours plus. Et ce n'est pas «un minimum de volonté politique» qui serait nécessaire si un groupe désirait conduire cette politique d'en haut, mais bien un pouvoir totalitaire. Celui-ci aurait toutes les peines pour contrer une soif sans fin de consommation attisée par des années de conditionnement à l'idéologie publicitaire. A moins de rentrer dans une économie de guerre, l'appel à la responsabilité des individus est la priorité. Les mécanismes économiques conduits par le politique auront un rôle fondamental à jouer, mais demeureront secondaires. Le tournant devra donc s'opérer "par le bas", pour rester dans la sphère démocratique.

Edwards Goldsmith affirme aussi que seule une crise économique mondiale pourrait retarder la crise écologique globale si rien n'est entrepris. L'histoire nous démontre que les crises ont rarement des vertus pédagogiques et qu'elles engendrent le plus souvent des conflits meurtriers. L'humain en situation périlleuse privilégie ses instincts de survie, au détriment de la société. La crise de 1929 a amené au pouvoir Hitler, les nazis, les fascistes, les franquistes en Europe et les ultras nationalistes au Japon. Les crises appellent des pouvoirs forts avec toutes les dérives qu'ils engendrent. Tout l'objectif consiste, au contraire, à éviter la régulation par le chaos. C'est pourquoi, cette décroissance devra être «soutenable». C'est-à-dire qu'elle ne devra pas générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme. Rien ne servirait de vouloir préserver l'écosystème global si le prix est pour l'humanité un effondrement humain. Mais plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé.

Un exemple de décroissance chaotique est la Russie. Ce pays a réduit de 35 % ses émissions de gaz à effet de serre depuis la chute du mur de Berlin (6). La Russie s'est désindustrialisée. Elle est passée d'une économie de superpuissance à une économie pour une large part de survivance. En terme purement écologique, c'est un exploit. En terme social, c'est loin d'être le cas. Les pays riches devront tenter de diminuer leur production et leur consommation sans faire imploser leur système social. Bien au contraire, ils devront le renforcer d'autant dans cette transition difficile pour tendre à plus d'équité. Une chose semble sûre : pour atteindre "l'économie saine", la décroissance des pays riches devra être durable.

## **Un exemple : l'énergie**

Plus des trois quarts des ressources énergétiques que nous utilisons aujourd'hui sont d'origines fossiles. Ce sont le gaz, le pétrole, l'uranium, le charbon. Ce sont des ressources non-renouvelables, ou plus exactement au taux de renouvellement extrêmement faible. En tout cas sans rapport aucun avec notre utilisation actuelle. L'économie saine nous impose de cesser ce pillage. Nous devons réserver ces ressources précieuses pour des utilisations vitales. De plus, la combustion de ces ressources fossiles désagrège l'atmosphère (effet de serre et autres pollutions) et entame par cet autre biais notre capital naturel. Quant au nucléaire, outre le danger que font peser ses installations, il produit des déchets à durée de vie infinie à l'échelle humaine (plutonium 239, demi-vie 24 400 ans, Iode 129, durée de demi-vie 16 millions d'années). Le principe de responsabilité, qui définit l'âge adulte, veut que nous ne développions pas une technique non maîtrisée. Nous n'avons pas à léguer à nos descendants une planète empoisonnée pour la fin des temps.

Par contre, nous aurons droit aux énergies «de revenu», c'est-à-dire le solaire, l'éolien et, en partie, la biomasse (bois) et un peu d'hydraulique. Ces deux dernières ressources devant se partager avec d'autres utilisations que la seule production d'énergie.

Cet objectif n'est atteignable que grâce à une réduction drastique de notre consommation énergétique. Dans une économie saine, l'énergie fossile disparaîtrait. Elle serait réservée à des usages de survie comme les usages médicaux. Le transport aérien, les véhicules à moteur à explosion seraient condamnés à disparaître. Ils seraient remplacés par la marine à voile, le vélo, le train, la traction animale (quand la production d'aliments pour les animaux est soutenable). Bien entendu, toute notre civilisation serait bouleversée par ce changement de rapport à l'énergie. Il signifierait la fin des grandes surfaces au profit des commerces de proximité et des marchés, des produits manufacturés peu chers importés au profit d'objets produits localement, des emballages jetables au profit des contenants réutilisables, de l'agriculture intensive motorisée au profit d'une agriculture paysanne extensive. Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à vélo dans les Cévennes, l'aspirateur par le balai et la serpillière, l'alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc.

Au moins pendant la période de réorganisation de notre société, la perte de l'énergie fossile entraînera un accroissement important de la masse de travail pour les pays occidentaux, et ceci même en intégrant une diminution considérable de la consommation. Non seulement nous ne disposerions plus de l'énergie fossile, mais en plus la main d'œuvre peu chère des pays du tiers-monde ne serait plus disponible. Nous aurions alors recours à notre énergie musculaire

## **Un modèle économique alternatif**

A l'échelle de l'Etat, une économie saine gérée démocratiquement ne peut être que le fruit d'une recherche d'équilibre constante entre les choix collectifs et individuels. Elle nécessite un contrôle démocratique de l'économie par le politique et par les choix de consommation des individus. Une économie de marché contrôlée par le politique et le consommateur. L'un ne pouvant se passer de l'autre. Ce modèle exige une responsabilisation accrue du politique comme du consommateur.

Succinctement, nous pouvons imaginer un modèle économique s'articulant sur trois niveaux :

€ Le premier serait une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. Ce serait, par exemple, la fin du système de franchise. Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle. Cette économie de petites entités, outre son caractère humaniste, aurait l'immense mérite de ne pas générer de publicité, ce qui est une condition sine qua non pour la mise en place de la décroissance soutenable. La sortie de l'idéologie de consommation conditionne sa mise en place technique.

€ Le deuxième niveau, la production d'équipements nécessitant un investissement, aurait des capitaux mixtes privés et publics, contrôlés par le politique.

€ Enfin, le troisième niveau. Ce serait les services publics de base, non-privatisables (accès à l'eau, à l'énergie disponible, à l'éducation et la culture, aux transports en commun, à la santé, à la sécurité des personnes).

La mise en place d'un tel modèle entraînerait le commerce équitable pour tous : appliquant là où l'on produit les critères humains de là où l'on vend. Cette règle simple à énoncer apporterait la fin de l'esclavage et du néo-colonialisme.

## **Un défi pour les "riches"**

A l'énoncé des mesures à prendre pour entrer dans la décroissance soutenable, la majorité de nos concitoyens restera incrédule. La réalité est trop crue pour être admise d'emblée par la majeure partie de l'opinion. Elle suscite dans la plupart des cas une réaction d'animosité. Difficile de se remettre en cause lorsque l'on a été élevé au biberon médiatico publicitaire de la société de consommation. Un cocktail ressemblant étrangement à la Soma, drogue euphorisante décrite par Aldous Huxley dans *Le meilleur des mondes* (*Brave New World*, 1932, annonçant un pouvoir psychobiologique !). Le monde intellectuel, trop occupé à résoudre des querelles byzantines et encore ébloui par la science, aura aussi du mal à admettre d'être passé si loin d'un enjeu de civilisation aussi important. Il est difficile pour les Occidentaux d'envisager un autre mode de vie. Mais, nous ne devons pas oublier que le problème ne se pose pas dans ces termes pour l'immense majorité des habitants du globe. 80 % des humains vivent sans automobile, sans réfrigérateur ou encore sans téléphone. 94 % des humains n'ont jamais pris l'avion. Nous devons donc nous extraire de notre cadre d'habitant des pays riches pour raisonner à l'échelle planétaire et envisager l'humanité comme une et indivisible. Faute de cela, nous serions réduits à raisonner comme Marie-Antoinette à la veille de la Révolution française, incapable d'imaginer pouvoir se déplacer sans chaise à porteur et proposant de la brioche à ceux qui n'ont pas de pain.

## **Au régime**

Environ un tiers de la population américaine est obèse. Les Américains se sont lancés à la recherche du gène de l'obésité pour résoudre ce problème de manière scientifique. La bonne solution est bien sûr d'adopter un meilleur régime. Ce comportement est tout à fait symptomatique de notre civilisation. Plutôt que de remettre en cause notre mode de vie, nous poursuivons une fuite en avant à la recherche de solutions techniques afin de répondre à un problème culturel. De plus, cette folle fuite en avant ne fait qu'accélérer le mouvement destructif. En fait, même si la décroissance nous semble impossible, la barrière se situe plus dans nos têtes que dans les réelles difficultés à la mettre en place. Sortir l'opinion d'un conditionnement idéologique fondé sur la croyance en la science, le nouveau, le progrès, la consommation, la croissance conditionne cette évolution.

La priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-même que nous transformerons le monde.

## **Définition d'un concept**

Si nous revenons à la définition du concept "développement durable", c'est-à-dire : «ce qui permet de répondre aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins», alors, le terme approprié pour les pays riches est bien la «décroissance soutenable».

## **Bruno Clémentin et Vincent Cheynet**

- (1) Statistical Review of World Energy.
- (2) Gaz de France
- (3) Commission des communautés européennes, 2000.
- (4) La décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen. Éditions Sang de la Terre.
- (5) L'écologiste, n° 2, Hiver 2000, éditorial d'Edwards Goldsmith.
- (6) Donnée : Ministère allemand de l'environnement.